

Brochure n° 3295

Convention collective nationale

IDCC : 1951. – **CABINETS OU ENTREPRISES
D'EXPERTISES EN AUTOMOBILES**

AVENANT N° 32 DU 9 JUIN 2009
RELATIF AU DÉLAI DE PRÉAVIS
NOR : *ASET0951101M*
IDCC : *1951*

Entre :

L'ANEA,

D'une part, et

La FCM CGT-FO ;

La CFE-CGC assurances ;

La FSCM CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

L'article 5.7 « Délai, congé » de la convention est ainsi rédigé :

« 1. Le délai-congé en matière de démission du salarié ou de licenciement au-delà de la période d'essai est fixé comme suit et ne doit pas être inférieur :

ANCIENNETÉ	DÉMISSION cadre	DÉMISSION non-cadre	LICENCIEMENT cadre	LICENCIEMENT non-cadre
De 0 à 2 ans	2	2	2	1
De 2 à 10 ans	2	2	2	2
Au-delà de 10 ans	2	2	2	2

2. Celle des parties qui n'observe pas le délai de préavis doit à l'autre partie une indemnité égale aux appointements correspondant à la durée du préavis restant à courir.

3. En cas de licenciement notifié, le salarié reste libre de quitter son emploi dès qu'il est pourvu d'une nouvelle situation, tout en bénéficiant du maintien des indemnités auxquelles il a droit, à l'exception de celle afférente à la période non courue du délai-congé.

4. Réciproquement, l'employeur peut exiger le départ immédiat du salarié licencié après paiement de tous salaires et indemnités auxquels celui-ci a droit, y compris l'indemnité de délai-congé dans sa totalité, conformément aux dispositions de l'article L. 122-8 du code du travail.

5. Au cours du délai-congé, l'intéressé a le droit de s'absenter pendant 42 heures par mois de préavis pour rechercher un nouvel emploi. L'intéressé doit prévenir de ces absences autant de jours à l'avance que la durée d'absence demandée en comporte. En cas d'accord des parties, ces heures peuvent être groupées.

6. Sauf en cas de démission, les absences pour recherche d'emploi sont rémunérées sur l'horaire de l'entreprise au taux habituel du salaire et de ses accessoires. »

Fait à Paris, le 9 juin 2009.

(Suivent les signatures.)